

LA CRISE ECONOMIQUE DU COVID-19 : PARTICULARITES ET LEÇONS POUR LE NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT AU MAROC

THE ECONOMIC CRISIS OF COVID-19: SPECIAL FEATURES AND LESSONS FOR THE NEW MODEL IN MOROCCO

Abdelaziz KHALFAOUI

Enseignant chercheur

ENCG, Settat

Université Hassan I

Email : khalfaziz@hotmail.fr

Résumé

La crise sanitaire induite par le COVID-19 est en train de faire subir une débâcle à l'économie mondiale, une crise originale par les causes mais ressemble aux crises précédentes quant aux conséquences. En effet, l'effondrement prévu des taux de croissance pour les années 2020 et 2021, l'explosion des taux de chômage...remettent sérieusement en question les capacités de résilience des structures économiques du capitalisme mondialisé, notamment dans les pays développés et mettent en doute les bienfaits supposés du capitalisme mondialisé défendus par la doxa néolibérale durant ces dernières décennies.

Au Maroc, cette crise coïncide avec la réflexion d'un nouveau modèle de développement économique, l'échec des recommandations néolibérales prodiguées par le Fonds monétaire internationale durant quarante ans, oblige les autorités marocaines à revoir leurs plans, et en cela cette crise doit leur permettre de tirer des leçons importantes pour bâtir un modèle économique solide et efficace qui s'écarte des vieilles recettes du FMI et de la banque mondiale.

Alors comment les autorités marocaines peuvent profiter de cette crise pour concevoir un nouveau modèle économique plus résilient et capable d'induire un développement économique durable et inclusif ? Et quelles sont les alternatives pour s'affranchir de la tutelle des instances de la mondialisation ? Selon une approche critique des fondements du néolibéralisme dominant, nous allons essayer de proposer les voies à suivre pour bâtir un modèle économique pour le Maroc en s'inspirant des écoles de pensée de la régulation et des institutionnalistes. Un nouveau modèle qui doit à notre sens, réhabiliter les principales institutions de l'économie marocaine (l'intervention de l'État à travers les politiques économiques, la protection du marché local et des entreprises marocaines, etc.).

Mots-clés (5) : Ordre économique, COVID-19, nouveau modèle de développement économique, économie du Maroc.

Abstract

The COVID-19-induced health crisis is wreaking havoc on the global economy, a crisis that is original in causes but resembles previous crises in consequences. Indeed, the expected collapse of growth rates for the years 2020 and 2021, the explosion in unemployment rates ... seriously question the resilience capacities of the economic structures of globalized capitalism, especially in developed countries and cast doubt on the supposed benefits of globalized capitalism defended by the neoliberal doxa in recent decades.

In Morocco, this crisis coincides with the reflection of a new model of economic development, the failure of the neoliberal recommendations lavished by the International Monetary Fund for forty years, obliges the Moroccan authorities to review their plans, and in this this crisis owes them. allow important lessons to be learned to build a strong and efficient economic model that deviates from old IMF and World Bank revenues.

So how can the Moroccan authorities take advantage of this crisis to design a new economic model that is more resilient and capable of inducing sustainable and inclusive economic development? And at the same time to free oneself from the tutelage of the bodies of globalization. According to a critical approach to the foundations of dominant neoliberalism, we will try to propose the paths to follow to build an economic model for Morocco, a model which, in our opinion, should rehabilitate the main institutions of the Moroccan economy (the intervention of the State through economic policies, protection of the local market and Moroccan companies, etc.).

Keywords: economic order, neoliberalism, COVID-19, new model of economic development, economy of Morocco.

Introduction

La crise sanitaire induite par la pandémie du COVID-19 est en train d'engendrer de lourdes conséquences pour l'économie mondiale. L'instauration du confinement dans la plupart des pays du monde, dans le but de ralentir la propagation de la maladie et de réduire la mortalité, s'est soldée inéluctablement par un arrêt total ou partiel de l'activité d'un grand nombre d'entreprises, avec des millions de salariés sans aucun revenu.

Cette nouvelle crise économique mondiale qui se profile, intervient dans un contexte économique morose où l'économie mondiale est encore convalescente de la crise économique de 2008. Avec un taux de croissance mondial de l'ordre de 2,6 % selon la Banque mondiale ;

les économies développées sont encore sous l'effet des difficultés financières induites par les politiques de relance décrétées au moment de la crise et l'impact de la guerre commerciale entre les Américains, les Chinois et les Européens, quant aux pays émergents et aux pays en développement, la baisse des investissements étrangers et le relèvement des barrières douanières sur les exportations, ralentissent la reprise de leur croissance.

S'agissant de l'économie marocaine, les taux de croissance ont été très bas en ces deux dernières années (3 % en 2018 et 2,7 % en 2019), et forcément le Maroc connaîtra une récession aiguë pour 2020 à cause de la crise sanitaire du COVID-19, le tourisme (une contribution de 7 % au PIB en 2019) est un secteur totalement à l'arrêt, les transferts des Marocains résidants à l'étranger (6,7 % du PIB en 2018) vont considérablement diminuer, l'afflux de l'investissements étranger qui pèse 3,4 % du PIB en 2019, va significativement régresser, sans évoquer la baisse de la production des entreprises marocaines et la consommation des ménages marocains.

Dans ce contexte très délicat, nous allons soulever la question suivante comment le Maroc doit profiter de cette occasion pour redéfinir son modèle de développement économique ? Étant donné les leçons à tirer de cette crise sanitaire, qui montre clairement la fragilité du modèle néolibéral. Et quelles les voies à suivre pour bâtir une économie plus résiliente, parce que moins dépendante des aléas de la conjoncture économique internationale et des institutions internationales.

Cet article est composé de deux parties : Nous allons essayer d'exposer dans la première le particularisme de cette crise économique induite par le COVID-19 par rapport aux dernières crises économiques du capitalisme, et comment elle peut fortement ébranler les certitudes dans la supériorité du système capitaliste mondialisé. Cette crise révèle les contradictions d'un tel système et invite ainsi les pays du monde à réfléchir à un nouveau modèle économique mondial plus solide et qui soit au profit des Hommes et non pas au service des dividendes et du profit. Dans la seconde partie, nous allons pencher sur les principaux traits du nouveau modèle de développement économique que le Maroc doit mettre en place, un modèle profondément en rupture avec les anciennes recettes préconisées par le FMI et la Banque mondiale depuis quarante ans, et qui n'ont produit que l'échec.

I. LA CRISE ECONOMIQUE DU COVID-19 : UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE DE LA MONDIALISATION ?

La crise économique liée au COVID-19 est la première crise dans l'histoire récente qui soit engendrée par des facteurs non-économiques (Chesnais, 2020, p4), la grande dépression de 1929 est survenue suite à un effondrement des titres financiers ; la crise de 1973 est due à la flambée brutale des cours du pétrole ; la crise de 2008 est d'essence financière et bancaire. Par ailleurs, alors que les interventions mises en place pour sauver l'économie ont été cohérentes au moment des crises 1929, 1973 et 2008, force est de constater qu'actuellement les gouvernements tâtonnent et se montrent hésitants quant aux mesures à mettre en place afin de soutenir la croissance et préserver l'emploi, certains ont décrété, à contrecœur le confinement alors que d'autres n'ont pas agi dans ce sens. Sur un autre plan, la crise économique actuelle est en train de mettre en doute les bienfaits du système capitaliste mondialisé qui érige le marché comme la principale institution de régulation économique et qui a toujours louer les bienfaits du libre-échange sur les économies, quant aux institutions économiques internationales : Fonds monétaire internationale (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC), elles sont de plus en plus critiquées, leur manque d'anticipation et de prévision des crises économiques (Stiglitz, 2006). Ces échecs imposent une refonte de ces institutions, voire une mise en place de nouvelles institutions de régulation internationales dans le cadre d'un nouveau modèle économique mondial.

1.1. Particularités de la crise du COVID-19

La crise induite par le COVID-19 se singularise sur plusieurs aspects par rapports aux crises économiques précédentes :

En plus qu'elle soit provoquée par une crise sanitaire, la crise a commencé en Chine, contrairement aux autres crises : celles de 1929 et de 2008 ont démarré aux États-Unis et se sont propagées en Europe et au reste du monde par la suite. Les premiers cas positifs au COVID-19 enregistré en Italie et en France concernaient des touristes chinois. Cela montre que l'interdépendance accrue des économies nationales peut être aussi une source de problèmes, contrairement à l'idée selon laquelle la mondialisation et l'interdépendance internationale permettent des synergies et des avantages pour les économies nationales. Le gouvernement chinois devrait communiquer la vérité aux autres pays par rapport à la gravité de la maladie aux autres pays, pour qu'ils puissent prendre toutes les précautions nécessaires contre le virus. Nombreux pays ont formulé des soupçons de mensonges de la part de la

Chine, sur les chiffres déclarés de personnes contaminées et mortes du COVID-19, pour protéger ses exportations et son économie ;

Le vecteur de propagation de la crise : ce sont cette fois, les voyageurs, les touristes, les hommes d'affaires qui ont transmis la crise, alors que dans le passé, la crise s'est répandue à travers les titres financiers, des mesures protectionnistes, etc. ;

La crise de 1929 est due à un effondrement des cours des titres boursiers, celle de 1973 a été induite par un choc de l'offre négatif, la crise de 2020 est une crise à la fois de l'offre (une baisse importante de la production des entreprises en raison de l'arrêt de l'activité) et de la demande (le confinement réduit les dépenses de consommation des ménages dans nombreux domaines : loisirs, voyages, biens d'équipements...), aucune théorie économique, qu'elle soit d'inspiration libérale ou keynésienne, n'a envisagé ce cas de figure, car lors des crises passées, l'élément déclencheur était forcément endogène (des variables purement économique).

Certes la crise monétaire (l'hyperinflation) qui a sévi en Allemagne est une conséquence directe de la Première guerre mondiale, mais l'impact économique de cette guerre a touché essentiellement l'Allemagne, mais son influence économique reste limitée sur les autres États belligérants. Par conséquent, la théorie économique n'a jamais envisagé les crises économiques causées par des phénomènes non-économiques. La crise sanitaire doit alors opérer un renouvellement de la théorie économique ;

C'est une crise générale qui n'a épargné quasiment aucun secteur économique, et même certains secteurs sont à l'arrêt total (le tourisme, le transport aérien, le sport,...) alors que les crises précédentes, l'ampleur de la crise était différente selon les secteurs d'activité ;

Les retombées de la crise actuelle sont brutales, intenses et rapidement observables, par exemple, deux semaines ont suffi pour constater une explosion du chômage aux États-Unis qui a passé de moins 5 % à plus de 13 % en quelques jours, alors que pendant la grande dépression de 1929, le taux de chômage a mis plusieurs mois pour atteindre un niveau comparable. En France, l'intensité de défaillance des PME s'est presque doublée accélérée en quelques jours de confinement. Si les crises précédentes ont provoqué, l'année suivante, une baisse de la croissance et au pire une faible récession (de -1,8 % en France, de -0,2 % au Royaume-Uni et -3 % aux États-Unis), les prévisions évoquent une récession plus importante pour l'année 2020 (-8 % en France, -6 % aux États-Unis et -10 % au Royaume-Uni) ;

Aucune intervention en termes de politique économique n'est efficace pour résoudre la crise économique actuelle, toutes les mesures mises en place actuellement (baisse du taux d'intérêt directeur, augmentation des dépenses publiques, etc.), ne peuvent qu'atténuer les méfaits de la crise et elles sont incapables de déclencher la marche normale de l'activité économique. Seule la disparition du virus à l'origine de la maladie ou la mise en place d'un vaccin permettent à l'économie de repartir.

1.2. Vers une réflexion à un nouveau modèle économique mondial ?

La crise économique actuelle peut constituer un tournant dans l'histoire économique. Les lourdes conséquences en termes de vies humaines, d'emplois, de revenus et de bien-être, vont vraisemblablement remettre en question le système économique actuel (Corneo, 2019). Le néolibéralisme axé sur l'omnipotence du marché et le libre-échange montre ces défauts. En effet, que ce soient dans les pays développés ou dans les pays en développement, les voix sont en train de se lever pour mettre fin au système capitaliste et à la mondialisation et les tiennent responsables du désastre de 2020 : la dette publique et le déficit budgétaire ont atteint des records historiques et l'économie est à l'arrêt.

Alors que la doctrine libérale est farouchement hostile à un quelconque rôle de l'État dans la sphère économique ((Friedman, 2016), avec la crise du COVID-19, l'État est au premier rang dans la guerre (Fecteau, Renier, 2020 : c'est l'État qui est en train d'indemniser les salariés et les entreprises en arrêt de travail, c'est l'État qui en train de distribuer les aides sociales aux personnes vulnérables, c'est l'État qui s'endette, qui creuse le déficit pour soutenir l'activité économique, etc. Au contraire, cette crise, confirme le rôle indispensable de l'État en tant qu'institution de régulation de l'économie et décrédibilise la position libérale qui conçoit l'action publique comme, sinon contreproductive du moins inefficace.

Par ailleurs, le libre-échange souvent loué par les défenseurs du néolibéralisme depuis Adam Smith, est en train de montrer ses limites, dès lors que les principales puissances économiques se sont trouvées incapables d'assurer rapidement des produits de base à leur populations au pic de la pandémie (masques, gels hydro alcoolique...), car elles ont laissé partir ces secteurs d'activité dans des pays à bas salaires. En outre, la crise sanitaire a révélé aussi la faiblesse du secteur de la santé dans les pays riches (capacités d'accueil en urgence, effectif médical, rémunération du personnel médical...) comme en témoigne le nombre de morts dû au

COVID-19 déplorés dans les pays développés. Au 10 mai 2020, la Belgique vient en premier, avec un taux de mortalité de 75,78 pour 100.000 habitants, suivie de l'Espagne, de l'Italie, du

Royaume-Uni, et de la France, tandis que dans des pays en développement (pauvres) la mortalité est largement en-deçà des chiffres enregistrés dans les pays développés. La forte mortalité résultante du COVID-19 a été enregistrée dans des pays comme le Royaume-Uni, La France, l'Italie et l'Espagne qui sont paradoxalement des pays riches : en termes de PIB, ces pays occupent respectivement la 6ème, la 7ème, la 8ème et la 13ème place dans le classement du PIB par pays en 2018.

Certes, la structure par âge de la population dans ces pays, marquée par un pourcentage important des personnes âgées, peut expliquer une part de cette surmortalité, mais elle ne peut pas occulter la défaillance du secteur de la santé dans ces pays. En effet, ces pays, à force de vouloir réduire la dette publique et de maintenir le déficit budgétaire à des niveaux bas, pour avoir une bonne note de la part des agences de notation et pour ne pas subir les spéculations des marchés financiers, ils n'ont pas valorisé les dépenses publiques de la santé pour tenir compte de l'évolution de leurs structures démographiques. (Voir tableau 1).

Tableau 1: Évolution des dépenses publiques de la santé par rapport au PIB

Année Pays	1990	2000	2018
France	8,6	9,3	11,5
Espagne	6,7	7,5	8,8
Italie	8,0	8,2	8,8
Royaume-Uni	6,0	7,3	9,8

Source : Statistiques de l'OCDE

1.3. L'économie au service de l'Homme ? Ou l'économie aux dépens de l'Homme ?

Alors que l'économie est conçue à l'origine pour montrer à l'Homme comment il peut améliorer son bien-être à partir des ressources limitées, donc elle est censée être au service de l'Homme. Au début de la pandémie aux États-Unis, les propos du Président américain laisse entendre le contraire, en s'exprimant contre le confinement et en choisissant la continuité de l'activité économique pour maintenir la croissance, pour sauver les emplois et surtout pour ne pas donner l'occasion à l'économie chinoise de dépasser l'économie américaine. La position officielle aux États-Unis a clairement privilégié l'économie au détriment des vies humaines. Avant que le Président américain fasse une marche en arrière, lorsque son pays a commencé à comptabiliser les milliers de morts lors des premiers jours de la pandémie.

D'ailleurs, quasiment tous les pays développés ont pris beaucoup de retard avant de décréter le confinement (France, l'Italie, le Royaume Uni...), dans ces pays, entre l'apparition du premiers cas positifs au COVID-19 et l'instauration du confinement, il faut compter une durée presque de deux mois. Tandis que d'autres pays, n'ont même pas imposé le confinement (Allemagne, Suède, Suisse. etc.). Cette attitude désinvolte des dirigeants des pays développés vis-à-vis de la maladie, montre à quel point, les intérêts économiques ont pris le dessus sur la vie humaine. Le confinement a engendré indiscutablement des pertes colossales à l'économie (Boyer, 2020, pp 7-9), mais il a permis aussi de sauver des vies humaines : dans de nombreux pays, les services d'urgence ont été saturés, le personnel médical était débordé et surmené et le bilan des victimes est déjà très lourd. Selon une étude effectuée par l'École des hautes études en santé publique (EHESP), on estime que le confinement a sauvé au moins 61.700 vies, entre le 14 mars et le 22 avril. Cette crise sanitaire doit imposer à la société française de répondre à cette question : Est- elle prête à sacrifier plus de 61.700 d'individus pour ne peut perdre 7 % de sa richesse ou pas ?

D'un autre côté, il faut aussi signaler l'effet très positif de l'arrêt de l'activité provoquée par le confinement sur l'environnement. En effet, selon le programme européen de surveillance de la Terre, Copernicus, l'émission du dioxyde d'azote (gaz polluant dû aux transports, aux stations thermiques et autres activités humaines) s'est réduite « de manière graduelle d'environ 10 % par semaine au cours des quatre à cinq dernières semaines », ce répit de l'activité économique et des nuisances sonores, ont permis aussi une amélioration de la qualité de l'air et de l'eau des océans et à faire revenir certaines espèces (oiseaux et animaux marins). Le confinement a permis alors, la réduction des coûts environnementaux dus à la suractivité économique induite par la compétition économique acharnée entre les États à l'ère de la mondialisation.

En somme, cette crise actuelle ne fait que cristalliser les dérives d'un capitalisme mondialisé qui a perdu la boussole. En effet, d'après J. Attali, l'économiste français (Attali, 2017) : « les 1% les plus riches ont perçu 21% du revenu mondial en 2016, contre 16% en 1980. Dans les seuls pays de l'OCDE, le revenu moyen des 10% les plus riches est aujourd'hui dix fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres... Les infrastructures sont de moins en moins entretenues : aux États-Unis, sur un total 600.000 ponts autoroutiers, 217.000 sont recensés comme déficients... le chômage, en particulier en Europe se situe à un niveau supérieur à celui d'avant la crise précédente... L'espérance de vie commence à diminuer de 0,1 an en 2015 et de 0,1 an en 2016. Etc.

Il est temps, par conséquent de faire fonctionner les institutions de régulation de l'économie pour faire face aux dérives d'un capitalisme mondialisé qui marche sur la tête : l'intervention de l'État à travers les instruments de la politique économique. Ainsi, la politique monétaire doit stimuler la reprise de l'investissement et elle ne se cantonne pas au seul objectif de la maîtrise de l'inflation ; la politique fiscale doit rétablir la redistribution des revenus de manière plus efficace et lutter contre la financiarisation de l'économie ; L'emploi et la lutte contre le chômage doit être au cœur des préoccupations de l'économie ; La production nationale doit être protégée davantage contre les excès de la doctrine libre-échangiste, etc.

II. SUR QUELLE BASE LE MAROC DOIT BATIR SON NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT ?

Depuis le Plans d'ajustement structurel (PAS) mis en place en 1983 par le Maroc, sous l'égide du FMI, pour faire face à une situation financière calamiteuse, l'économie marocaine peine à se développer, la faiblesse et l'inconstance de la croissance découlent certes d'un certain nombres de facteurs structurels propres au Maroc, mais l'apathie de l'économie marocaine est aussi la résultante de la mauvaise stratégie économique dictée par les organisations internationales aux autorités marocaines, comme l'adhésion à l'Organisation mondiale de commerce (OMC), la neutralisation de l'action de banque centrale, qui est exclusivement au service de la maîtrise de l'inflation, etc. Presque quarante après, l'économie tourne dans le même cercle vicieux du sous-développement (Regragui, 2017, P.12) : la faiblesse de la croissance, augmentation de la dette extérieure, baisse des dépenses d'investissement, faible niveau du développement humain (mesuré par l'Indicateur de développement humain IDH).

Autant cette crise constitue une rude épreuve pour l'économie marocaine, à travers le lourd tribut qu'il doit payer (explosion du chômage, intensification des défaillances des entreprises, chute du PIB, augmentation du déficit et de la dette publique...) autant elle peut constituer une aubaine pour le Maroc, lui permettant de définir un modèle de développement plus approprié à son économie et partir sur de nouvelles bases qui cassent les chaînes imposées par la mondialisation et par ses institutions (FMI , OMC).

2.1. La crise est aussi une aubaine en faveur du franchissement des jougs du FMI ?

La lecture des chiffres de balance commerciale marocaine montre un déficit chronique du commerce extérieur (voir tableau 2).

Tableau 2 : Taux de couverture des importations par les exportations au Maroc

Période	90-94	95-99	00-07-	08-14	2015	2016	2017	2018
Taux de couverture (exp / imp) en %	65,8	70,5	56,8	48,4	58,8	54,8	56,8	57,2

Source: Ministère de l'économie et des finances, Direction des études et des prévisions financières et Office de Changes, Maroc

Le niveau bas du taux de couverture sur toute la période observée, pose la question sur l'intérêt d'un tel pays à adhérer à l'OMC et à ouvrir son marché aux produits étrangers ? En réalité, l'adhésion du Maroc à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1987 et à l'OMC en 1995, s'est faite dans le cadre du PAS imposé par le FMI au Maroc.

La participation de l'économie marocaine au libre-échange est très préjudiciable aux entreprises marocaines qui ne sont pas encore prêtes à concurrencer les entreprises étrangères, cela impacte négativement la création d'emploi (le taux de chômage est toujours supérieur à 10 % sur la période 1980-2019) et au final à la croissance économique. Le déficit commercial fait perdre à l'économie entre 2,5 % et 3,8 % de taux de croissance sur la période 1990-2014. En outre, le financement du déficit commercial oblige le Maroc à s'endetter et fait gaspiller des fonds qui devraient servir à l'investissement dans la valorisation du capital humain et dans les infrastructures économiques et sociales.

Par ailleurs, à la demande du FMI, le Maroc a modifié les statuts de Bank Al-Maghrib, la banque centrale marocaine, devenue indépendante des autorités gouvernementales depuis 2006, elle a désormais pour mission principale, la stabilité du niveau général des prix. A ce propos, le taux d'inflation au Maroc est de moins de 2 % depuis une dizaine d'années. En se soumettant aux ordres du FMI, l'économie s'est privée d'un instrument de relance économique important qui est la politique monétaire qui pourrait exercer un effet de stimulant sur la croissance économique et la lutte contre le chômage, en particulier en ces temps de crise.

Quant à la politique budgétaire, le Maroc s'est engagé auprès du FMI, à maintenir le niveau du déficit budgétaire aux alentours de 3 % du PIB, en sabotant les dépenses consacrées aux secteurs de l'éducation, de la santé et les dépenses sociales, pour un pays classé à la 121ème place dans le classement IDH en 2019. L'austérité budgétaire qu'applique le Maroc depuis 1983, était inutile et inefficace, elle n'a pas permis d'effacer la dette extérieure de l'Etat ou du

moins à la réduire significativement (elle est de l'ordre de 65 % en 2019), ni à ramener l'équilibre budgétaire (le déficit est de 3,7 % en 2019), elle a au contraire, cassé la croissance de l'économie (le taux de croissance annuel moyen est inférieur à 4 % sur la période 1983-2019) en minimisant les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement.

En se privant des instruments de politique budgétaire et monétaire et en acceptant d'ouvrir son marché, l'État marocain se trouve désemparé et désarmé pour pouvoir faire face aux problèmes économiques et sociaux dont souffre le Maroc.

En somme, 37 ans après l'application du PAS, un programme d'inspiration néolibérale, au service de la finance et de l'épargne, prôné par le FMI (principal bailleur de fonds pour le Maroc), les effets de ce programme sur la performance de l'économie marocaine sont décevants : les taux de croissance restent médiocres, les indicateurs sociaux sont mauvais, la situation des finances publiques est fragile. Ces piètres résultats doivent interpellier le Maroc sur la nécessité de revoir sa stratégie de développement (SerghiniAnbari, 2019) et essayer d'adopter une stratégie autre que celle recommandée par le FMI qui n'a pas fait que retarder le développement du Maroc et qui démontré son échec.

2.2. Quel modèle de développement pour l'économie marocaine ?

L'expérience de ces dernières années prouve l'échec de la politique néolibérale imposée par le FMI (Taouil, 2016, p.5). Un premier pas en avant de l'économie marocaine consiste à retrouver la liberté d'action. La banque centrale doit œuvrer pour stimuler les leviers de la croissance économique et non plus à se soucier exclusivement de l'évolution du niveau général des prix. Le taux d'intérêt directeur au Maroc reste relativement élevé, il était de 3,25 % en 2012 pour passer à 2,25 % à la fin 2019 et passer à 2 % en mars 2020. Les autorités monétaires marocaines ne doivent plus aligner le taux directeur sur celui de l'inflation, les TPE et PME marocaines et les jeunes porteurs de projets d'entreprises se plaignent du coût exorbitant du financement bancaire. Aujourd'hui, le taux d'inflation au Maroc est très faible de (0,8 %), la banque centrale peut se permettre une création monétaire supplémentaire pour stimuler l'activité économique, pour préserver davantage le stock des devises et pour limiter un recours massif à l'endettement, sans craindre une explosion du niveau général des prix, d'ailleurs un taux d'inflation de l'ordre de 3 % ou de 4 % est plus bénéfique et moins dangereux pour l'économie marocaine qu'au taux d'inflation actuel proche de la zone de la déflation.

En parallèle, la politique budgétaire doit être plus audace en termes de financement de projets d'infrastructures et des dépenses d'éducation et de santé pour générer plus de richesses et pour booster la croissance économique (Prévost, 2004, P.118). Quant à l'adhésion à l'OMC, les fortes tensions constatées dernièrement entre les pays membres : les pays émergents (le Brésil, l'Inde, etc.) sont mécontents de l'échec des négociations du cycle de Doha, et surtout le vif conflit entre les États-Unis et la Chine et l'opposition des Américains à la nomination d'un juge de la cour d'appel réglant les conflits commerciaux à l'OMC. Cette décision paralyse le fonctionnement de cet organe important de l'OMC et risque de provoquer l'implosion de cette instance, symbole du libre-échange et de la mondialisation. Cependant en ces moments de crise, le gouvernement marocain doit décréter des mesures contre les importations des biens non-indispensables et favoriser les produits nationaux et d'exhorter les citoyens au patriotisme économique.

Sur le plan interne, L'État marocain doit mettre le paquet sur la formation et la valorisation de son capital humain et exploiter pleinement la jeunesse de sa structure démographique, synonyme d'abondance en force de travail, de créativité et de dynamisme. Les études montrent une faible contribution du facteur travail dans la croissance au Maroc. En d'autres termes, les niveaux de formation et de qualification faibles de la population marocaine, font perdre à l'économie des points de croissance et galvaudent le potentiel en force de travail des Marocains. Certes, le Maroc a déployé des grands efforts ces dernières années en matière d'accès universel aux enfants à l'école et de réduction des disparités de scolarisation selon le genre, mais le Maroc souffre en termes de qualité d'apprentissage et des connaissances. Donc une réforme du système éducatif et de formation constitue la priorité pour le Maroc.

En outre, le Maroc de mettre en œuvre d'autres réformes comme :

-La réforme fiscale : même si le système fiscal marocain a connu de nombreux amendements depuis la grande réforme de 1986, force est de constater qu'il fait encore objets de multiples critiques : une faible rentabilité (mesurée par le ratio recettes fiscales / PIB). Ce ratio n'est que de 27,6 % en 2017, contre 34,2 % pour la moyenne des pays de l'OCDE et 31,2 % pour la Tunisie. Ces pertes en recettes fiscales est préjudiciable pour les caisses de l'Etat et pour l'économie marocaine. Une amélioration des recettes fiscales ne doit surtout pas, passer par une augmentation des taux d'imposition, mais par un élargissement de l'assiette fiscale, par la suppression de quelques exonérations et de niches fiscales (dont le montant total est estimé à 28,5 milliards de dirhams en 2018) et par la lutte contre la fraude fiscale. Cette fraude fiscale est considérable, en effet, la lecture des nombres de contribuables qui s'acquittent des impôts

au Maroc doit soulever des interrogations sur son ampleur: selon les chiffres de la direction des impôts : 80 % des recettes de l'impôt sur les sociétés sont assurés par 0,98 % d'entreprises, 70 % de la taxe sur la valeur ajoutée collectée et reversée par 0,66 % de contributeurs et 73 % de l'impôt sur le revenu est acquitté par les salariés (privé et public) ;

-La digitalisation de l'administration : la bureaucratie et la rigidité qui caractérisent l'administration publique marocaine sont des freins à l'essor des affaires (Hachemaoui, 2012, p.43). La lourdeur et la non-transparence des procédures administratives favorisent certaines pratiques immorales (la corruption, la fraude fiscale, l'attribution...), étranglent l'esprit entrepreneurial (la multitude des démarches administratives, les délais d'attente...) et font perdre des points de croissance à l'économie marocaine, in fine. Le Maroc a déjà procédé, il y a quelques mois, à une dématérialisation de nombreuses démarches administratives (la création d'entreprises, les marchés publics, les déclarations fiscales, etc.) et il doit continuer dans cette voie de digitalisation qui aura un effet positif sur les affaires et réduire l'impact négatif de la corruption (estimé par le gouvernement à 2 % du PIB perdu en 2018). A ce propos, le télétravail a sauvé un bon nombre d'entreprises et d'emplois durant ce confinement ;

-L'encouragement de l'entrepreneuriat : l'incapacité de l'économie marocaine à se développer est en partie redevable à une inertie de ses entreprises. Nombreuses enquêtes ont tenté de mettre en avant les difficultés rencontrées par les entreprises marocaines, les résultats recensent : la question de l'accès au crédit et au financement, la concurrence du secteur informel et le coût élevé de l'énergie, comme les principaux écueils qui entravent le bon fonctionnement des entreprises et impactent leur performance. L'Etat en baissant le taux d'intérêt directeur, en imposant aux banques marocaines une nouvelle conduite par rapport à l'octroi de crédits aux entreprises, par l'allègement des charges fiscales, par l'accélération de la transition énergétique en marche, peut diminuer l'impact des contraintes dont se plaignent les entrepreneurs marocains et favoriser l'essor des entreprises marocaines.

Conclusion

En dépit du coût économique important du COVID-19 sur l'économie mondiale, cette crise sanitaire constitue une occasion pour l'humanité pour mettre fin au capitalisme financier. L'accélération de la mondialisation et la financiarisation galopante de l'économie mondiale, constituent des dérives dangereuses du système économique actuel. La progression de la pauvreté dans de nombreuses régions du monde (Afrique subsaharienne, Asie...), l'augmentation du chômage et la précarisation des emplois (en particulier dans les pays développés), la baisse du pouvoir d'achat, la faiblesse de la croissance et la récurrence des crises économiques constatées ces dernières trois décennies, sont autant de signaux d'alarme sur les sérieuses difficultés que traverse le capitalisme financier. Les institutions issues des accords de Bretton Woods, au lieu de réguler le système capitaliste, elles sont devenues leurs serviteurs (Stiglitz, 2005), elles se trouvent aujourd'hui caduques et risquent d'imploser très prochainement. Ce contexte est plus opportun pour les pays en développement pour rompre avec les politiques économiques néolibérales imposées par le FMI, des politiques qui n'ont fait qu'accentuer le retard de développement de ces pays. Quarante après la mise en place du Plan d'ajustement structurel, les taux de croissance de l'économie marocaine restent insuffisants (inférieur à 4% sur la période 1990-2018) pour diffuser un progrès économique et social du pays.

L'économie marocaine doit reprendre son destin en main, l'Etat doit retrouver toute la latitude d'actions, désormais la politique monétaire doit favoriser en priorité, la croissance et non pas la maîtrise de l'inflation : le taux d'intérêt directeur et la création monétaire doivent être au service de l'investissement et de la consommation.

S'agissant de la politique budgétaire, la dépense publique ne doit plus rester prisonnière des barrières des ratios de la dette extérieure et du déficit budgétaire, elle doit financer les investissements nécessaires à la formation du capital humain et les infrastructures qui sont indispensables au décollage et à la croissance de l'économie, l'austérité budgétaire appliquée depuis 1983 a eu un impact négatif sur les rythmes de croissance.

Quant au commerce extérieur, l'Etat doit mettre en place des mesures non-tarifaires, à l'instar de la plupart des pays membres de l'OMC, pour défendre et protéger les entreprises marocaines et promouvoir les produits locaux. La participation du Maroc dans le libre-échange est dommageable pour son économie, d'ailleurs, en l'état actuel des choses, les accords de l'OMC profitent davantage aux pays développés que pour les pays en développement.

Cette analyse des effets positifs d'une politique économique de relance si le Maroc a suivi cette voie depuis les années 1990, devrait être étayée par des simulations du taux de croissance économique du Maroc sur cette période, avec une politique de relance budgétaire et/ou une politique monétaire expansionniste dans le cadre d'une économie fermée (sans l'adhésion à l'OMC), pour pouvoir quantifier l'impact positif de la politique économique plus favorable à la croissance économique qu'à la réalisation des équilibres macroéconomiques (niveau de la dette, niveau du déficit et maîtrise de l'inflation)

BIBLIOGRAPHIE

Attali J. (2018), Comment nous protéger des prochaines crises. Fayard, Paris.

Boyer M. (2020), « La valeur d'une vie : COVID-19 contre la SAAQ » (No. 2020pe-13). CIRANO. <https://cirano.qc.ca/files/publications/2020PE-13.pdf>, consulté le 10/05/2020.

Chesnais F. (2020), « L'état de l'économie mondiale au début de la grande récession Covid-19: repères historiques, analyses et illustrations », Publié par Alencontre le 12 - avril – 2020. <http://universitepopulairetoulouse.fr/IMG/pdf/economie-3.pdf>, consulté le 30/04/2020.

Corneo G. (2019), Le capitalisme a-t-il fait son temps ? Un voyage à travers les systèmes économiques alternatifs, coll. « Echanges », 391 p., trad. Isabelle Kalinowski,

Fecteau F., Renier G (2020), « Covid-19, distribution des risques de précarité. Quels enjeux dans le monde du travail ? », la Revue nouvelle. <https://www.revuenouvelle.be/Covid-19-distribution-des-risques-de-precarite>, consulté le 14/05/2020.

Friedman M. (2016), Capitalisme et liberté, Flammarion, trad. A.M.Charno.

Hachemaoui M. (2012), « Institutions autoritaires et corruption politique. L'Algérie et le Maroc en perspective comparée », Revue internationale de politique comparée, 19(2), 141-164.

Lahlou K. (2017), « Conduite de la politique budgétaire. Enseignements des expériences internationales et évidences des fonctions de réaction », Critique économique, [S.l.], n. 34.

Prévost, B. (2004), « Droits et lutte contre la pauvreté : où en sont les Institutions de Bretton Woods ? », revue Mondes en développement, (4), 115-124.

Regragui F. (2017), « La Dette Publique au Maroc: La Pierre Angulaire du Système de Gestion du Budget Public ». Finance and Finance Internationale, 442(5273), 1-14.

SerghiniAnbari A. (2020), « La réforme de l'Etat au Maroc: quel modèle de développement pour demain ? Revue European Journal of Social Sciences Studies. Volume 4, 6 issue, pp1-12.

Stiglitz J. E (2005), Quand le capitalisme perd la tête, Le Livre de Poche.

Stiglitz, J. E (2006), Un autre monde. Paris: Fayard.

Taouil R. (2008), « Qualité des institutions et équité au Maroc: le marteau et les clous de la Banque mondiale », Critique économique, (22), 1-8.